

Conseil de l'Internationale Socialiste**Genève, 1^{er} juillet 2016**

Dear Comrades,

Wherever we may be, the struggle against inequality /is in the heart of our socialist DNA.

No continent is spared.

Our vision of society is very different from that of the Right wing/ which is remaining the majority.

We do not want human beings to be slaves of economy.

We want an economic model which serves social progress.

It is together that we must fight for a fair and united world, simply because the problems everyone has to face are global.

Should it be the climate, financial or migratory crisis.

* * *

Chers Amis,

Lutter contre les inégalités est une question vitale pour l'humanité.

L'Internationale Socialiste a l'envergure et la représentativité politique suffisantes pour apporter une réponse. Une réponse progressiste à tous les malheurs qu'engendrent les inégalités.

Une réponse progressiste, c'est d'abord remettre en cause les politiques de droite.

En 2015, 80 multimilliardaires possédaient une fortune équivalente à la moitié la plus pauvre de l'Humanité. C'est-à-dire, environ 3 milliards de personnes.

Depuis 2000, la moitié la plus pauvre de l'humanité a bénéficié de moins d'1% de l'augmentation totale des richesses mondiales.

Dans le même temps, les 1% les plus riches se sont partagé la moitié de cette hausse de richesse.

En 2016, nos sociétés restent plus que jamais divisées en classes sociales fondamentalement inégales.

Pour un progressiste, ce constat est totalement inacceptable.

Nous devons donc montrer comment nous, progressistes de tous les pays, parvenons à mettre en place des politiques de lutte contre les inégalités.

C'est le but de notre Commission qui s'est réunie à Bruxelles début juin (3-4).

Je vais ici brièvement vous rendre compte de nos travaux.

Le champ des inégalités est très vaste.

Il y a :

- Les inégalités fondamentales : la pauvreté, l'entrave à l'accès aux biens et services de base comme la nourriture, l'eau, l'énergie;
- Les inégalités sociales : disparités hommes/femmes, discrimination des personnes d'origine étrangère, etc. ;
- Les inégalités personnelles : entraves au droit de vivre sa vie comme on l'entend avec la personne de son choix.

Concrètement, l'inégalité dans sa forme la plus brutale, c'est le fait que des femmes et des hommes n'ont pas accès à l'essentiel pour subsister et pour vivre dans la dignité.

Mais, les inégalités, aussi profondes soient-elles, ne sont pas une fatalité qui échapperait à toute action.

Les participants de la Commission ont tous insisté sur le fait que l'accès à l'éducation est un outil puissant de réduction des inégalités.

L'éducation pour tous est la condition *sine qua non* d'une société plus égalitaire.

Les discussions sur l'emploi ont également été intenses.

Elles ont notamment traité de la question du commerce et des droits des travailleurs.

L'érosion des droits des travailleurs un peu partout dans le monde est une cause majeure de la montée des inégalités.

Selon nous, les accords de commerce devraient inclure la garantie de droits fondamentaux pour les travailleurs.

Un lien a aussi été clairement identifié entre l'action contre le changement climatique et la lutte contre les inégalités.

Les deux tâches vont de pair.

Il s'agit là des deux enjeux les plus cruciaux du 21e siècle.

Chaque membre de la Commission a apporté un éclairage particulier sur les problèmes les plus urgents dans sa région :

- En Amérique du Sud, le problème des inégalités est d'une importance primordiale.
En dépit du développement économique et de la hausse des revenus moyens, on n'a pas réussi à réduire significativement les inégalités.

Pour les membres de la Commission, cela indique qu'il faut intégrer la répartition des revenus dans le processus de développement économique.

La richesse moyenne par habitant ne reflète pas la réalité vécue par les citoyens.

- Les représentants des pays d'Afrique ont aussi soulevé la question du lien entre les conflits, l'insécurité et les inégalités.

Les inégalités accentuent la pauvreté ; pauvreté qui est source de conflit.

Le manque de sécurité physique porte atteinte aux efforts des gouvernements démocratiques pour mettre en œuvre les politiques de développement.

Ce sont des enjeux particulièrement ressentis dans la région du Sahel en Afrique.

- Les représentants européens et américains ont de leur côté souligné l'impact de la grande récession de 2007/2008 sur les niveaux d'inégalités.
La croissance créée après la récession se concentre totalement entre les mains des plus riches.

Cette concentration des richesses entre les mains des ultra-riches devient un problème de plus en plus criant.

- Quant à l'Asie, la notion de justice économique y est essentielle. L'Asie représente 60 % de la population mondiale.

Son développement est la meilleure réponse au problème de la pauvreté.

Sur ce continent, la hausse des revenus est une première étape, très importante, vers la réduction des inégalités.

Néanmoins, les participants ont souligné que les inégalités étaient également très liées à la sécurité alimentaire, aux prestations sanitaires et à l'éducation.

Au terme de cette première réunion de notre Commission, nous nous sommes mis d'accord sur une série de politiques et d'actions qui nous semblent fondamentales.

Il s'agit notamment de :

- réaffirmer le rôle crucial de l'éducation comme condition préalable à la réduction des inégalités ;
- lier l'évolution du Produit Intérieur Brut à la mesure des inégalités de revenus [coefficient de Gini] ;
- mettre fin aux paradis fiscaux ;
- mettre en œuvre une taxation plus progressive ;
- mettre fin aux discriminations basées sur le genre, la nationalité et l'appartenance ethnique ;
- accroître la participation des femmes au marché du travail.

Je rappelle ici que les femmes constituent 70 % des 1,2 milliard de personnes vivant avec moins de 1 dollar/jour.

L'égalité salariale n'existe dans aucun pays.

Nous devons par ailleurs :

- conjuguer justice économique et justice climatique ;
- intensifier la lutte anticorruption ;
- lier le salaire minimum aux revenus moyens ;
- régler les conflits pour apporter la stabilité nécessaire à la réduction des inégalités ;
- enfin, réformer les institutions internationales afin qu'elles reflètent les réalités contemporaines ;

Notre Commission devrait se réunir à la rentrée au Niger, sur invitation de notre camarade Président de la République et membre de la Commission.

Je continuerai à vous rendre compte de nos travaux.

Toutes vos contributions sont évidemment les bienvenues.

Chers Camarades,

Je souhaite conclure par quelques mots d'espoir et de mobilisation.

Les plus défavorisés, sur les cinq continents, forment une majorité immense.

C'est à nous, responsables politiques, de mobiliser les populations.

Et c'est à nous, en tant que socialistes, de donner un sens progressiste à cette mobilisation.

Les différents peuples du monde aspirent avant tout à la paix et à la sécurité d'existence.

Mais ils ont besoin de s'organiser pour conquérir leurs droits fondamentaux.

A nous de leur faire partager nos valeurs.

A nous de transformer leur révolte en une force constructive et démocratique.

A nous de leur donner de l'espoir, et surtout des moyens politiques pour agir.

C'est le sens même de notre engagement et de notre présence ici.

Je vous remercie de votre attention.

Elio Di Rupo